

Le fait du jour

SUD OUEST.fr
Archives : en 1995, quand la grève générale paralysait la France et la région

Face au gouvernement, la rue marque un point

SOCIAL La manifestation contre la réforme des retraites a suscité hier une forte mobilisation avec environ un million d'opposants dans les rues. Un avertissement dont l'exécutif devra tenir compte

Benoît Lasserre
b.lasserre@sudouest.fr

En tenue d'intervention, le casque à la main, une cinquantaine de sapeurs-pompiers de la caserne de Bordeaux-Benauge remonte le cours Victor Hugo, après avoir franchi le pont de pierre où les piétons remplacent sur ses rails le tramway. Un détail frappe les personnes qui les suivent. Au dos de leur blouson, un imprimé à l'effigie de la caserne d'Ornano est écrit en grosses lettres blanches. « Bravo, on vous soutient à fond ! » « Que les pompiers soient obligés de manifester pour leurs droits, c'est quand même une honte » ajoute l'une d'elles.

puis la cité catalane pour être à Bordeaux. « J'ai pris ma retraite de conducteur SNCF à 50 ans, dit-il. C'est une époque qui est loin derrière nous. Je viens soutenir les cheminots mais pas seulement eux. Tout le monde va perdre avec cette réforme, sauf les vrais nantis. »

Plus d'un cheminot sur deux
Combien étaient-ils hier matin à Bordeaux ? Plus de 20 000, sans aucun doute. La tête de cortège s'est mise en route vers 11 h 30 à l'angle du cours d'Albret et de la rue du Tondu (peut-être un clin d'œil à ce que prépare l'exécutif pour les futurs retraités). La queue du cortège, occupée

par des avocats peu habitués à défiler avec des travailleurs recouverts d'auto-collants, est passée au même endroit près de 80 minutes plus tard. Le record des défilés contre le plan Juppé n'a pas été battu, mais les manifestants d'hier étaient peut-être plus nombreux qu'en 2016 contre la loi Travail de Myriam El Khomri.

Hier en fin d'après-midi, le ministère de l'Intérieur recensait plus de 800 000 manifestants dans les rues de France où 245 cortèges avaient été déclarés. De façon claire, la rue et les syndicats ont marqué un point. La grève a également été très suivie. Notamment à la SNCF avec plus d'un cheminot sur deux en arrêt de travail (85,7 % des conducteurs, 73,3 % des contrôleurs et 57 % des aiguilleurs) ou dans l'éducation nationale (entre 51 % et 70 %).

Incidents en fin de défilé
De quoi inciter les opposants à la réforme à poursuivre le mouvement. Aujourd'hui encore, la SNCF annule 90 % des TGV et 70 % des TER (il y en aura quand même plus qu'hier en Nouvelle-Aquitaine). Air France suspend son côté 30 % de ses vols intérieurs.

La satisfaction des syndicats pourrait donc être totale si plusieurs défilés ne s'étaient achevés par des scènes de violence, notamment à Paris avec des Black's Blocs en marge du cortège. Rien à voir avec les gilets jaunes mais, à Bordeaux, les policiers ont in-



À Bordeaux, le défilé était « à l'ancienne » bon enfant et « motivé ». À La Rochelle, un professeur parmi d'autres brandissait ses inquiétudes. À Paris, les scènes de casse et les heurts avec la police se produisaient en marge des cortèges. PHOTOS GUILLAUME BONNAUD/SUD OUEST ET ARNALDO JOURNOS/POR/LE PARISIEN



Paris repeint en vert son jeudi noir

MOBILITÉS
Les Parisiens ont massivement utilisé le vélo, les trottinettes, la marche et le télétravail pour contourner la paralysie des transports



Devant la tour Eiffel fermée au public, des rues presque vides de voitures, mais des cyclistes et des trottinettes. PHOTO LUDOVIC MARIN/AFP

Encapuchonnés, emmitouffés, ils marchent, pédalent, slaloment sur les trottinettes électriques, courent même en tenues de sport avec leurs affaires de bureau dans des sacs à dos. Il est presque 8 heures dans l'est de Paris pour ce « jeudi noir » annoncé à presque zéro mètre (onze lignes sur 16 sont fermées) et la ville a pourtant des airs de bourgade allemande. Les « Vélib » (vélos en libre-service) et les trottinettes électriques de location ont d'évidence été pris d'assaut.

La voiture a été laissée au garage et on roule comme au mois d'août. L'échec du gouvernement à faire acheminer les banlieusards par des « cars Macron », pour cause d'opposition de la mairie, passe inaperçue. Ne seraient le froid glacial et la grisaille, il flotterait presque comme un parfum de vacances en ce jour de lutte sociale. Le serveur du café Biim, bassin de la Villette dans le XIX^e arrondissement, est tout sourire. « Je viens du quartier du père Lachaise, je pensais prendre un vélo. Quand j'ai vu que ça roulait, j'ai même pris un taxi ».

Les « gilets rouges » s'ennuient
Les applications de covoiturage, de VIC et les compagnies de taxi sont débordées. Les véhicules souvent hybrides glissent sans bruit. Le spectre des grèves de 1995, ses images d'embouteillages, de voyageurs prenant d'assaut les rames de métro, a été conjuré par l'internet, le télétravail et les itinéraires pour vélo (1 000 km désormais à Paris, 30 % de plus qu'en 2014 environ, avec une augmentation de la circulation estimée à 53 % depuis un an).

Dans les lits, les enfants ronlent comme des bienheureux, vu que la majeure partie des établissements scolaires sont fermés. Certains se sont levés au contraire à l'aube pour aller bloquer les entrées de leur lycée avec des pouilles, comme à Sophie Germain, dans le IV^e arrondissement. Le mouvement qui demande des moyens pour l'éducation a commencé la veille avec des actions dans une dizaine de lycées.

Gare de l'Est et gare du Nord, des grappes de « gilets rouges », employés de la SNCF, s'ennuient autour des braseros. Il n'y a qu'un train de banlieue sur dix, et presque tout le monde a manifesté renoncé. Le marché de Noël alsacien de la gare de l'Est, un « must » de l'hiver, est même fermé. Une équipe de télévision dépitée se rabat sur une touriste britannique égarée. « Do you know what is going on ? », demande-t-elle. (« Vous savez ce qui se passe ? »).

Paris paisible, Paris colère
Au bistrot de la gare, un groupe discute autour du zinc. Un géant barbu coiffé d'un casque de chantier défend la réforme. « On vieillit, on vit plus âgé, il faut quand même rééquilibrer, à un moment donné ». Une femme répond : « Ça fait depuis la nuit des temps qu'on s'en prend aux classes moyennes, c'est toujours elles qui payent. Les riches, on leur prend rien et on leur donne, pour pas qu'ils parentent ». On trinque néanmoins. Dans la myriade de lieux culturels, c'est l'heure des premiers comptes. La tour Eiffel est fermée, ainsi que le Musée d'Orsay, mais le Louvre, le Musée de l'Homme et le Grand Palais sont ouverts. La moitié des théâtres parisiens environ a annoncé une fermeture pour la soirée.

Finances publiques, agriculture, éducation ou transports : paroles de manifestants en Nouvelle-Aquitaine



Roger Buffeteau, 58 ans, agent des finances publiques en Charente-Maritime



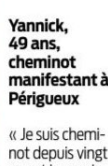
Claude, 76 ans, agriculteur à la retraite dans les Landes



Nathalie, 54 ans, institutrice dans une école élémentaire de Lot-et-Garonne



Yannick, 49 ans, cheminot manifestant à Périgueux



Élise Dilet, 48 ans, documentaliste au Pays basque

« Agents de l'État, pensionnés, on est concernés par la réforme des retraites. Ce serait une vraie régression au niveau financier. On y perdrait par la répartition par points, qui s'allègerait à 14 % sur le PIB (produit intérieur brut). Si le PIB se casse la figure, la retraite aussi. Aux finances publiques, on est aussi dans le rouge au niveau des effectifs. On est l'exemplarité en termes de suppression d'emplois... Il y a aussi une réforme géographique, qui

mais pas de résultats. Il n'y a qu'à voir ma pancarte pour la manif ! Il faut avoir cotisé 166 trimestres pour être à la retraite, moi j'en ai 184 et j'ai 815 euros de retraite par mois. Pour arriver à 1 000, il en manque ! Ça arrivera quand on sera décédés ! Ça me donne de l'espoir quand je vois tous ces gens dans la rue. Il n'y a rien de défini sur la retraite à points, on ne connaît pas la valeur du point. Certains pourront même en acheter, alors on nous parle

retraite que nos grands-parents ont obtenue avec force. Je voulais surtout m'exprimer au nom des femmes, qui vont être largement lésées par cette réforme. Ce qui m'inquiète le plus ? La chute spectaculaire de la pension et le flou total de cette lettre envoyée par notre ministre, qui nous promet 1 000 euros à condition d'avoir une carrière complète. Je connais beaucoup de femmes, dans le public et le privé, qui n'ont pas eu

« Je suis cheminot depuis vingt ans et je manifeste spécifiquement pour la retraite pour notre régime mais aussi pour les salariés du privé. Avec la décote que nous avons subie avec la réforme de Sarkozy en 2010, je vais perdre 300 à 400 euros par mois. Aujourd'hui, on peut partir à 57 ou 58 ans mais nous payons plus de cotisations et la plupart d'entre nous travaillent le week-end et les jours fériés sans oublier les horaires décalés. Je manifeste aussi contre la casse du service public. Les chemi-

« On nous dit qu'il faut travailler plus, mais du travail, n'y en a pas pour tout le monde, puisqu'il y a énormément de chômage. On vit dans un système qui est en train de mener notre société à sa perte. On organise une société où l'argent est au cœur de tout, alors que ça devrait être les personnes, le bien-être, le respect de l'autre et de la planète. C'est très important de se mobiliser, et en nombre. Ça ne suffit pas. Il est urgent de mettre en place un autre système. On voit déjà les conséquences du changement clima-

La région très mobilisée aussi

En GIRONDE, la principale manifestation de la région s'est déroulée à Bordeaux et a réuni plus de 20 000 manifestants dans un cortège parti à 11 heures devant la Place de la République. La CGT a comptabilisé 53 000 manifestants. En CHARENTE-MARITIME, quatre rassemblements étaient organisés, à La Rochelle, Rochefort, Saintes et Jonzac. Ils ont réuni plus de 10 000 personnes. 6 900 à La Rochelle, 1 500 à Rochefort, 2 200 à Saintes, selon les chiffres de la préfecture. En DORDOGNE, 8 000 manifestants ont été comptabilisés dans les trois manifestations organisées à travers le département, à Sarlat, Bergerac

selon les syndicats. AU PAYS BASQUE, Bayonne a rarement connu pareille mobilisation sociale. Ce jeudi 5 décembre, ils étaient 7 000 selon la police et un peu plus de 10 000 selon les organisateurs. En BEARN, la manifestation paloise a compté plus de 13 000 personnes selon les syndicats. La police de son côté, évoque 8 000 manifestants. Dans les LANDES, le cortège de Mont-de-Marsan a rassemblé entre 6 000 (syndicats) et 3 600 (police) personnes. En CHARENTE, Les syndicats n'avaient jamais autant mobilisé à Angoulême depuis 2010. De 6 500 à 8 000 personnes ont battu pour le pavé